

FOIRE AUX QUESTIONS - IMPORTATIONS

Ressources

Solagro –

www.solagro.org

www.afterres2050.solagro.org

La Face cachée de nos consommations - Quelles surfaces agricoles et forestières importées? :

https://solagro.org/images/imagesCK/files/publications/f117_brochure-importations-solagro-web.pdf

Indicateur Haute Valeur Naturelle : <https://solagro.org/nos-domaines-d-intervention/agroecologie/haute-valeur-naturelle>

SISAE : https://solagro.org/images/imagesCK/files/publications/f121_sisae_rapport-final_12052022_vf.pdf

À lire également : « Blé, maïs, céréales pour limiter la vulnérabilité aux risques d’approvisionnements » avec trois notes produites par Solagro

https://afterres2050.solagro.org/2022/04/dependance_importations/

WWF –

Arrêtons de scier la branche (WWF FR, 2018) : https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2018-11/20181107_Rapport_Synthe%CC%80se_De%CC%81forestation_Importe%CC%81e_France_WWF-min.pdf

Rapport sur les fronts de déforestation, (WWF Int, 2020) :

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2021-01/20210112_Synthese_Fronts-deforestation-moteurs-et-reponses-dans-un-monde-en-mutation_WWF.pdf

Rapport Remote sensing Survey (FAO,2022) : <https://www.fao.org/3/cb9970en/cb9970en.pdf>

Quand les européens mangent la forêt se consume (WWF UE, 2021):

https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2021-04/20210414_Rapport_Quand-les-europeens-consomment-les-forets-se-consument_WWF.pdf

Beyond Forest (WWF FR,2022) :

https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/beyond_forests_en.pdf

Ministère de la Transition Écologique - CGDD

Lien vers l'outil d'évaluation des risques lié aux importations de soja

<https://www.deforestationimportee.fr/fr/tableau-de-bord-devaluation-des-risques-de-deforestation-lies-aux-importations-francaises-de-soja>

Ademe –

Étude Empreinte énergétique et carbone de l'alimentation :

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/779-empreinte-energetique-et-carbone-de-l-alimentation-en-france.html>

Étude Empreintes sol, énergie et carbone de l'alimentation :

<https://librairie.ademe.fr/produire-autrement/4396-empreintes-sol-energie-et-carbone-de-l-alimentation.html>

Lien d'inscription pour le webinaire « prospective AlimAgriSols » du 2 juin:

https://ademe.zoom.us/webinar/register/WN_Wig3L2ahSiezxC8vVZtg

SISAE : <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/5601-simulation-prospective-du-systeme-alimentaire-et-de-son-empreinte-carbone-sisae.html>

Pour des réflexions aux échelles régionales, nous avons publié deux études sur les systèmes alimentaires, leur durabilité, leur résilience (incluant les enjeux socio-économiques et avec des pistes de solutions opérationnelles) : en Hauts de France

<https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/5117-diagnostic-du-systeme-alimentaire-des-hauts-de-france-9791029718311.html> et en Provence Alpes Côte d'Azur :

<https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/5411-diagnostic-du-systeme-alimentaire-de-la-region-provence-alpes-cote-d-azur-de-sa-durabilite-et-de-sa-resilience.html>

IDDRi –

<https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/guerre-en-ukraine-quelles-implications-pour-leurope-face>

José TISSIER –

<https://www.latribune.fr/opinions/face-a-la-guerre-en-ukraine-nourrir-le-monde-d-equite-917247.html>

FAO –

Chiffres complémentaires sur la déforestation (et les forêts), rapport juste publié par la FAO, FRA Remote Sensing Survey: <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb9970en>

Avec le soutien du Ministère de l'Agriculture, la FAO et BC3 (Basque Center for Climate Change) finalisent le développement d'une base de données combinant les statistiques agricoles et forestières de la FAO pour suivre les flux commerciaux de plus de 600 produits et les relier aux surfaces nécessaires pour leur production. Voir : <https://www.un-redd.org/news/addressing-land-use-changes-collaborative-global-solutions>

Et aussi pour les produits forestiers :

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800921003967>

Sur les émissions de GES des systèmes alimentaires :

<https://essd.copernicus.org/articles/14/1795/2022/essd-14-1795-2022.pdf>

Sur la Chine: <https://www.wri.org/insights/china-can-save-forests-while-strengthening-its-economic-resilience>

Questions-réponses

L'outil de mesure de l'impact environnemental du soja est-il opérationnel ? Pourrait-on avoir plus d'informations sur cet outil ?

SOLAGRO - Foire aux questions - 20 mai 2022

p. 2 sur 8

Diane Simiu - Ministère de la Transition Écologique - CGDD

Lien vers l'outil d'évaluation des risques lié aux importations de soja : <https://www.deforestationimportee.fr/fr/tableau-de-bord-devaluation-des-risques-de-deforestation-lies-aux-importations-francaises-de-soja>

A-t-on la possibilité de structurer ces indicateurs au niveau local ? Au niveau des métropoles par exemple => pour bâtir des stratégies locales / pour structurer des critères spécifiques dans les marchés publics.

Philippe Pointereau - Solagro

Non je pense qu'aujourd'hui, il est très difficile de tracer les produits importés jusqu'aux consommateurs finaux. Cependant, on sait clairement que le chocolat conventionnel consommé provient de Côte d'Ivoire et du Ghana, que l'huile de palme vient majoritairement de Malaisie et d'Indonésie et que le soja vient majoritairement du Brésil. Après c'est plus compliqué pour les produits transformés : habits à base de coton, meubles ; les jeans viennent principalement du Bangladesh ou du Pakistan mais le coton d'Ouzbékistan.

De quelle manière a été traité le fait qu'on exporte des matières premières agricoles brutes et qu'on importe des produits finis ? Ex. : export de blé, import de biscuits

Philippe Pointereau - Solagro

On pratique des allocations pour revenir au produit brut et donc aux surfaces. Et donc on compte bien les surfaces de blé exporté et les surfaces correspondantes aux biscuits importés. Donc tous ces flux sont bien comptés.

Quel lien entre la métrique utilisée (ha) et l'empreinte écologique (également en ha) déjà existante ?

Christian Couturier - Solagro

C'est une composante de l'empreinte écologique

Sans forcément prélever davantage de ressources forestières en France, est-ce qu'il ne s'agirait simplement pas de moins exporter, notamment en Chine ?

Philippe Pointereau - Solagro

Pour les produits à base de bois, pour ne pas exporter il faudrait :

1 - que la demande en produits du bois corresponde à l'offre en types d'essences de la forêt française, ce qui n'est pas toujours le cas. On produit beaucoup d'essences feuillues et la demande est beaucoup sur des essences résineuses.

2 - il faudrait avoir le tissu industriel en France pour transformer le bois ce qui n'est plus le cas aujourd'hui

Diane Simiu - Ministère de la Transition Écologique - CGDD

C'est un axe majeur du plan France 2030 qui va consacrer 400 M€ à structurer le tissu industriel français. Je vous mets ci-dessous le lien vers les conclusions des assises de la forêt et du bois de mars 2022 : <https://agriculture.gouv.fr/cloture-des-assises-de-la-foret-et-du-bois>

**Pourquoi importons-nous autant de tournesol si nous en produisons suffisamment ?
Manquons-nous d'outils de transformation nécessaires ? Ou est-ce pour des raisons de
compétitivité ? (même question pour le colza)**

Philippe Pointereau - Solagro

Là est la question. Nous n'avons pu étudier en détail les raisons des exportations et des importations qui ont au final un solde nul. Les hypothèses que l'on peut formuler sont nombreuses. Si à une date donnée les produits sont moins chers (y compris avec le transport) en Ukraine qu'en France, les utilisateurs peuvent acheter à l'étranger. C'est le libéralisme. On achète là où c'est le moins cher. Mais oui il peut aussi être question de capacité d'usine de traitement comme les huileries. Les raisons sont donc nombreuses. Pour les légumes c'est aussi de le fait de livrer des légumes à une période où ceux-ci ne peuvent être produits en France

Lors de l'utilisation de la métrique surfaces importées/exportées comment tenez-vous compte des différences de rendement ?

Philippe Pointereau - Solagro

On raisonne par pays et on prend le rendement du pays d'où l'on importe. Par contre, c'est compliqué pour les produits animaux et là on a appliqué le rendement observé en France.

Oliviers et orangers s'ils représentent une part significative de notre consommation de surfaces à l'étranger, contribuent ils au changement d'utilisation des sols?

Philippe Pointereau - Solagro

C'est une bonne question. La surface en oliveraie s'est étendue en Espagne certainement au détriment d'autres cultures ou de zones naturelles. Nous n'avons pas étudié cet aspect. Idem pour le jus d'orange qui vient essentiellement du Brésil. Pour répondre à cette question il faudrait regarder pays par pays et région par région comment évolue la surface agricole, la surface forestière et les autres espaces naturelles. En France il est clair que si on voulait redéployer massivement la culture de l'olivier cela se ferait au détriment de la culture de la vigne et des surfaces en garrigues qui ont pu être autrefois des surfaces cultivées.

CEREOPA - Nous sommes loin de vos chiffres concernant le soja avec 3 Mt consommées en 20/21 (équivalent graines) et une surface équivalente inférieure à 1 M hectares. Nous serions très intéressés à comprendre vos calculs et d'où viennent ces écarts.

Philippe Pointereau - Solagro

Vous trouverez tout le détail méthodologique dans l'étude « La Face cachée de nos consommations ». Tout d'abord, nos données correspondent à la moyenne 2010-2016 et vous parlez des années 2020 et 2021. Donc par exemple si le rendement du soja a augmenté au Brésil cela va réduire les surfaces importées. De même si le volume de soja importé a diminué. Donc il est important d'avoir des séries. Les choix méthodologiques sont aussi importants. Le WWF ne pratique pas d'allocations ce qui augmente grandement les surfaces de soja importées.

Autres aliments pour animaux dans la dernière slide, de quoi s'agit-il ?

Carine Barbier - CIREA

Autres que les céréales : les tourteaux notamment.

Frédéric Zahm - Une question technique : dans nos calculs sur la durabilité dans la méthode IDEA, nous utilisons le ratio suivant : surface importée = 4 tonnes d'aliment du bétail concentré acheté = 1 ha équivalent de surface. Qu'en pensez-vous ? Est-il à revisiter ? Quelles sources

Philippe Pointereau - Solagro

Pour le soja on arrive sur la période 2010-2016 à 1 ha donne 3,2 tonnes de produits à base de soja. Pour calculer un ratio précis il faudrait avoir la composition moyenne de l'aliment. 1 tonne de céréales nécessite moins de surface qu'une tonne de céréales.

Pourquoi est-ce forcément important de relocaliser, même si on émet autant de CO₂ via un camion venant d'Andalousie que via un cargo venant du Brésil ?

Carine Barbier - CIRED

Il s'agit en fait de produire en France plutôt que d'importer depuis d'autres continents. Le trafic en France est similaire mais on évite la partie internationale. Nous ne proposons pas d'augmenter les importations d'autres pays européens.

Avons des comparaisons entre la question de la consommation produits locaux et les importations européennes en fonction des types de production. Ex : quelle différence d'impact entre une fraise conventionnelle locale et une fraise bio espagnole par exemple ?

Philippe Pointereau - Solagro

Non nous ne disposons pas de cette analyse multicritère qui combine les différents facteurs d'impacts : énergie, surface, eau bleue (eau d'irrigation) sans compter les facteurs sociaux. Le mieux pour la fraise est de consommer de la fraise bio de saison et produite en France, ce qui veut dire n'en disposer qu'à une période déterminée.

On parle beaucoup de la déforestation due à l'huile de palme mais en fait ça ne représente que 110 000 ha /an, moins de 10% des surfaces liées au soja. Donc c'est bien la production de viande qui pose le plus problème ?!

Omar Mouhdi - WWF

La dynamique de déforestation ET de conversion du soja est en effet supérieure à celle de l'huile de palme. De multiples éléments viennent expliquer ces écarts, volontés politiques, demande mondiale plus élevée mais aussi et surtout le manque de régulation du côté des états.

Il ne faut pas en tirer une règle, aujourd'hui la déforestation liée à l'HDP est historiquement basse pour en raison du covid, de problèmes logistiques et de mise en place de plus de normes dans les pays producteur (bien que celle-ci ne soient pas très restrictives, elles envoient un signal politique assez fort). L'Indonésie ayant pour ambition de s'affranchir des carburants fossiles par le biais du B100, la tendance pourrait repartir à la hausse. La projection en Indonésie montre une autoconsommation 30% de la production d'HDP en 2025 uniquement pour le biodiesel.

Nous sommes dans une économie ouverte si bien que par exemple pour le colza nous avons des exportations de graines de colza vers l'Allemagne... qui nous reviennent souvent sous forme de tourteaux. Donc doit-on vraiment parler d'importation ?

Philippe Pointereau - Solagro

Je pense que oui car ça crée des flux de dépendances, des flux de transport et donc des consommations d'énergie et de GES. Si on prend les légumes on peut importer des produits primeurs et exporter des légumes de plein champ. Notre parti pris a été que tout ce que l'on importe est consommé en France.

D'un point de vue climatique et agronomique de nombreux terroirs à travers le monde ne peuvent pas être agricoles sans un élevage extensif ou semi-intensif (zone de montagne,...)

Pierre-Marie Aubert - IDDRI

Bien sûr ! Nos travaux respectifs tiennent compte des contraintes pédo-climatiques et de l'intérêt du maintien de formes d'élevage extensif dans certaines régions. Mais ça ne doit pas être utilisé comme un argument pour éviter de réfléchir la transition, quanti et quali, du secteur de l'élevage.

Le constat que l'on fait relève au final du bon sens paysan utilisé depuis des siècles, à savoir :

- Produire local
- Consommer local
- Consommer de saison
- Limiter les impacts de la production.

Est-ce à l'état de légiférer pour retourner à ce bon sens ? L'état doit-il s'insérer dans l'économie? La responsabilité de l'état est-elle mise en cause ?

En gros, est-ce à l'état de porter la responsabilité de limiter les importations, les exportations, et de réguler les modes de production ?

Philippe Pointereau - Solagro

Je pense que oui dans la mesure où l'on n'observe pas de résultats tangibles. Jusqu'à tout récemment les Français qui avaient une voiture diesel consommaient de l'huile de palme ou de l'huile de soja. Dans ce cas-là vous n'avez pas d'option. La déforestation de la forêt amazonienne continue toujours et même s'accélère. Donc oui il est plus que temps d'interdire toute importation de soja qui générerait de la déforestation.

Faisant mon mémoire sur le sujet de la consommation de protéines animales, auriez-vous étudié les obstacles à la diminution de cette consommation et les obstacles à la substituabilité des protéines animales (viande, poisson...) par des protéines végétales ?

Sarah Martin - ADEME

Oui en ce qui concerne la restauration collective : <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/4556-freins-et-leviers-pour-une-restauration-collective-scolaire-plus-durable.html>

Au vu des travaux menés à l'ADEME, quels sont selon vous les leviers pour mieux renforcer la capacité de territoires à travailler ce consommer local ?

Philippe Pointereau - Solagro

Il est important de lier le consommer local avec d'autres enjeux :

- enjeu eau (pollution des nappes et des captages) et enjeu santé, ce qui veut dire consommer bio
- enjeu énergie : consommer de saison pour éviter la production sous serres chauffées
- enjeu GES : consommer moins de produits animaux et favoriser localement la production de légumes, de fruits ou de légumineuses

Il est donc primordial de relier le local et son engouement aux autres enjeux au travers d'une vision systémique et prospective

La durabilité passe forcément par un piler économique. Avez-vous chiffré l'impact économique et (social) de ces différents scénarios ?

Sarah Martin - ADEME

Différents "feuilletons" approfondissent le travail de prospective. Il y a donc un feuilleton d'évaluation des effets macro-économiques que vous trouverez sur le site transitions 2050 (lien direct :

https://librairie.ademe.fr/cadic/6940/feuilleton_macroéconomie_transitions2050_ademe.pdf).

A noter qu'il s'agit d'une évaluation globale (pas focalisée sur le secteur agro-alimentaire)

La notion de localisation nationale me semble entachée d'un biais de logique. Quel que soit le pays, il y a toujours des régions frontalières où il sera justifié d'échanger avec les régions voisines, donc étrangères. La localisation doit se penser par rapport aux distances et non par rapport aux nations. Il reste bien sûr le problème de souveraineté... qui justifie d'aborder cette question au niveau européen.

Sarah Martin - ADEME

Tout à fait. Réduire les importations ne veut pas dire qu'il n'y en a aucune, et pour les régions frontalières, d'un point de vue impact environnemental, les frontières ne comptent pas !

**Quelle prise en compte de ces études et prospectives par les décideurs des politiques publiques ?
Quel poids avez-vous pour orienter ces politiques et engager ces transitions nécessaires ?
Quels relais dans les programmes des partis aux législatives ?
et la définition de la PAC (le PSN français a été retoqué par l'UE... Or on prend pour 6 ans, donc il est important de ne pas se louper car le temps presse...)**

Philippe Pointereau - Solagro

Solagro fait son possible pour influencer sur les politiques. D'où cette étude « La face cachée de nos consommations », sa publication sous une forme accessible et l'organisation de ce webinaire où il y a 550 inscrits et 250 participants. Cette étude est aussi présentée sur le site du CGDD. C'est aussi tout l'objectif du scénario Afterres2050. Mais au final difficile de mesurer notre poids.

Quelle population dans le monde en 2050 dans la prospective présentée ?

Christian Couturier - Solagro

Pas d'hypothèse. Le périmètre est celui de la consommation des Français.

Dans les chiffres d'émissions de CO₂, il faudrait préciser équivalents CO₂, je pense que ce sont bien l'ensemble des GES qui sont comptabilisés n'est-ce pas ?

Christian Couturier - Solagro

Sur les transports c'est essentiellement le CO₂

90% des fermes dans le monde sont des fermes familiales. Elles assurent la production de 80% de l'alimentation mondiale. La plupart sont de petites structures. Les fermes de moins de 2ha produisent 1/3 de l'alimentation mondiale. Pour certains produits largement commercialisés au niveau international (café, cacao et même huile de palme dans une certaine mesure), la proportion de petits producteurs est importante. L'impact de changements dans les échanges commerciaux sur ces petits producteurs est important à prendre en compte.

Philippe Pointereau - Solagro

Oui vous avez raison pour ces productions auxquelles on pourrait aussi ajouter le coton. Ce point sera abordé par José Tissier, Président de Commerce Équitable France

Dispose-t-on d'études sur la part des engrais azotés minéraux dans les émissions GES de l'agriculture conventionnelle ? Je pense notamment à l'utilisation de CH₄ pour obtenir l'ammonitrate.

Christian Couturier - Solagro

Oui, c'est intégré dans les évaluations (ACV, Climagri, etc). Il y a des émissions de CO₂ fossile et de N₂O au niveau de la production, et de N₂O au niveau de l'utilisation.

Pays Berry St Amandois

Au niveau local, pour les collectivités engagées dans un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), on peut avoir des informations chiffrées sur les émissions, notamment de CH₄ et de leurs proportions respectives en fonction du poste d'émission

Non renouvellement des éleveurs qui partent à la retraite : les actifs qui seraient non utilisés demain dépassent les seuls actifs sur les fermes. Il faut prendre en compte les filières (abattoirs, entreprises de transfo...). Un accompagnement de transition est nécessaire pour une reconversion des moyens et des travailleurs.

Pierre-Marie Aubert - IDDRI

Tout à fait ! ce sont bien ces questions que nous cherchons à instruire avec les interprofessions de la production animale, et avec le soutien du MAA, de l'ADEME et du MTE. Nous avons développé différents outils de simulation aux différentes échelles (ferme, IAA, consommateurs) pour chiffrer les enjeux économiques associés.